

Vivement contesté, le président Bédié a bénéficié d'un contexte économique favorable. Après sept années de récession, le pays a renoué avec la croissance dont le taux (1,5% en 1994) aura toutefois été inférieur à celui de la croissance démographique. La dévaluation du franc CFA (12 janvier 1994) et la flambée des cours du café ont amélioré la situation des finances publiques, profitant plus en 1994 à l'État (250 milliards FCFA) qu'aux planteurs de cacao et de café (50 milliards). Le rapatriement de capitaux, l'afflux d'aides financières de la France, de l'Allemagne et surtout du FMI (94,6 milliards FCFA en 1994 et 92,4 en 1995) n'ont pas vaincu l'attentisme des investisseurs, encore sensibles, selon la Banque mondiale, à une participation excessive de l'État dans les secteurs productifs.

Cette relative aisance financière de l'État a permis une augmentation modulée (3% à 15%) des salaires des fonctionnaires en mai 1995, tandis que l'inflation (25,8% en 1994), qui a durement affecté la vie quotidienne des populations, n'entraînait qu'une mobilisation syndicale modeste.

La Côte d'Ivoire, dont le rayonnement diplomatique s'est réduit, a accueilli 300 000 réfugiés du Libéria voisin et certains de ses villages ont subi les attaques des forces de l'un des trois principaux belligérants, le Front national patriotique du Libéria de Charles Taylor. Malgré les efforts du Ghana et du Nigéria, l'échec des négociations entre factions libériennes, qui se sont affrontées en juin 1995 en territoire ivoirien, est demeuré préoccupant pour Abidjan.

RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS EN 1995

L'État du monde, *Éditions la Découverte, CEDROM-SNI*

La succession d'Houphouët-Boigny

L'annonce, le 7 décembre 1993, jour anniversaire de l'indépendance, de la mort, officiellement à 88 ans, du premier président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, à la tête du pays trente-trois ans durant, a ouvert une page nouvelle de l'histoire de la Côte d'Ivoire qu'il a écrasée de sa personnalité tout le temps de sa présence au pouvoir.

Son mauvais état de santé avait avivé, dès le premier semestre 1993, la lutte de succession au sein de l'ancien parti unique, PDCI-RDA (Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain), fondé en 1946 et qu'il dirigeait toujours. Si l'article 11 de la Constitution désignait le président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, son protégé depuis le début des années soixante, comme lui fils de chef baoulé, pour achever le mandat présidentiel, celui-ci a dû contenir les ambitions du Premier ministre Alassane Drahmane Ouattara. Cet ancien gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) avait été imposé aux autorités ivoiriennes par le FMI en 1990, au plus fort de la crise économique et bénéficiait de l'appui de nombreux barons du PDCI, dont Philippe Yacé, président du Conseil économique et social et "numéro deux" du régime jusqu'en 1980. Avant même que la Cour suprême ne déclare la vacance du pouvoir, H.K. Bédié, encouragé par la France, a déclaré assumer les responsabilités de chef de l'État et demandé à tous de "se mettre à sa disposition", entraînant la démission, le 9 décembre, de A. Ouattara.